

1936 - 2026  
**90 ANS** DE CONGÉS  
PAYÉS

CÉLÉBRONS ENSEMBLE  
LES CONGÉS PAYÉS CONQUIS EN 1936

EN 2026, CAP SUR  
LES **VACANCES**  
POUR **TOUTES**  
ET **TOUS**



*« Quatre-vingt-dix ans après l’instauration des congés payés, le défi n’est plus seulement de garantir ce droit, mais de rendre effectif celui aux vacances »*

Un collectif d’élus et de professionnels du tourisme et des loisirs souligne, dans une tribune au « Monde », le poids persistant des inégalités d’accès aux vacances et invite les pouvoirs publics à prendre pleinement la mesure de cet enjeu.

*Tribune portée par l'UNAT, l'association PARCOURS et l'ANCAV.*

En 2026 nous fêtons les 90 ans des congés payés et les 80 ans des comités d’entreprise. C’est une occasion majeure de rappeler que le tourisme, les vacances, le temps libre sont d’abord un progrès social. Avant d’être un objet de commerce, les vacances sont le résultat d’une conquête du temps libre qui ne se réduit pas à la reconstitution de la force de travail.

1936 - 2026

90 ANS DE CONGÉS PAYÉS

CÉLÉBRONS ENSEMBLE  
LES CONGÉS PAYÉS CONQUIS EN 1936

EN 2026, CAP SUR  
LES **VACANCES**  
POUR **TOUTES**  
ET **TOUS**



Libérer le temps, quelle belle ambition ! Nourri des dynamiques et des utopies des mouvements d'éducation populaire, le temps libéré a été l'objet d'investissements symboliques et pratiques forts. Ils lui ont ainsi donné une portée d'émancipation, de transformation sociale, d'accès à la citoyenneté, terreau du tourisme social.

L'utopie, dans sa concrétisation, s'est souvent heurtée à des réalités sociales, politiques ou encore économiques qui ne lui ont pas permis de tenir toutes ses promesses : seuls 60 % des Français parviennent à partir en vacances au moins une fois par an, un chiffre que l'on peine à dépasser. Force est de constater toutefois qu'elle a permis au temps libre d'être celui du brassage social, de l'expérience du commun comme de l'altérité : un temps de cohésion.

C'est un rappel nécessaire lorsqu'on réalise que la parole de l'État se réduit aujourd'hui à l'invitation à la montée en gamme, pour une clientèle à fort pouvoir d'achat et internationale. Les vacances ne sont plus saisies politiquement, mais sont réduites à un enjeu de balance des paiements, à un produit qu'il faut *premiumiser* : il s'agit de passer de « la quantité à la valeur » nous dit-on. La polysémie du terme *valeur* prend alors une tournure cynique : Le tourisme pour tous n'en aurait plus ! La première destination touristique mondiale ne peut se satisfaire d'un tourisme prospère si une partie de ses habitants demeure privée de l'accès au départ.

Certes la philanthropie mobilise ces derniers temps, et des plateformes de réservation financent des dispositifs d'aide via des fonds de dotation. Cela peut être une bonne chose, et les associations qui utilisent le départ en vacances comme point d'appui pour leur action sociale voient là un soutien bienvenu. Mais les sommes en jeu n'ont rien à voir avec l'évitement de l'impôt par ailleurs développé par des entreprises dont les bénéficiaires sont déclarés dans des paradis fiscaux. Les effets sur le nombre de départs resteront marginaux. D'autant que certains de ces fonds de dotation, sous couvert d'études pour agir sur les freins aux départs, proposent une levée des contraintes qui s'imposent aux plateformes d'intermédiation. L'action sociale devient support de lobbying en faveur de la dérégulation. Des dispositifs comme ceux portés par L'Agence Nationale des Chèques Vacances sont au contraire des outils précieux, mais l'agence ne peut compenser à elle seule tous les autres renoncements.

Les colonies de vacances sont un indicateur éclairant des dynamiques en cours. Alors que près de 5 millions d'enfants ne partent pas en vacances, nos jeunes citoyennes et citoyens ne sont-ils pas les victimes d'une politique sans vision d'avenir ? La mainmise du ministère

1936 - 2026

90 ANS DE CONGÉS PAYÉS

CÉLÉBRONS ENSEMBLE  
LES CONGÉS PAYÉS CONQUIS EN 1936

EN 2026, CAP SUR  
LES **VACANCES**  
POUR **TOUTES**  
ET **TOUS**



des finances<sup>1</sup> sur les politiques éducatives et sociales accentue les difficultés des acteurs des séjours éducatifs et rend de plus en plus complexe leur engagement pour notre jeunesse. Nous avons besoin d'une politique équilibrée qui permet le départ du plus grand nombre et qui garantit la mixité sociale, la découverte d'environnements sociaux, culturels mais aussi naturels sur l'ensemble du territoire. Le loisir, notamment des plus jeunes, doit sortir des seules logiques de marché et bénéficier d'un projet social et solidaire, condition de notre cohésion sociale.

Pourquoi la question du tourisme et des vacances, même envisagée du seul point de vue de la balance des paiements, doit se penser comme un secteur sans soutien public, contrairement à l'automobile<sup>2</sup> ou l'industrie pharmaceutique<sup>3</sup> par exemple ? Pourquoi le tourisme social n'est-il plus perçu comme un enjeu d'action publique ? Il est pourtant porté par des opérateurs à la gestion désintéressée, qui contribuent à faire société par l'accueil en mixité de tous les publics, à développer les territoires par la diversité de leurs implantations en zones littorale, de montagne mais aussi rurale et de moyenne montagne. Pourquoi alors que l'accès aux vacances est, année après année, un révélateur des polarisations grandissantes de notre société, source d'un ressentiment dangereux pour notre démocratie, celui-ci voit-il ses moyens sans cesse diminuer ?

Nous, signataires de cette tribune, ne nous résignons pas à ce que cette conquête sociale soit réduite à des incantations sur la seule montée en gamme et à une mobilisation philanthropique comme alternative à une politique publique. Nous demandons à l'État et à l'ensemble des opérateurs publics de considérer les acteurs des vacances, des loisirs, de la culture, de l'action sociale, du tourisme, et ceux du tourisme social en premier lieu, les Comités Sociaux et Économiques, les organisations syndicales, comme des partenaires essentiels avec lesquels se mobiliser pour faire voler en éclat le plafond de verre du taux de départ en vacances. En 1936, la France a reconnu que le temps libéré était une conquête sociale majeure. En 2026, le défi n'est plus seulement de garantir le droit aux congés, mais de rendre effectif le droit aux vacances.

<sup>1</sup> En 2026 le dispositif colos apprenantes qui a permis le départ de 400 000 enfants entre 2020 et 2024 est arrêté en 2026 car les 36 millions de budget qui le finançaient ne sont pas reconduits.

<sup>2</sup> En 2023 les aides à l'acquisition de véhicules propres ont coûté 1,7Mllds d'€ indique la cour des comptes dans son analyse de l'exécution budgétaire.

<sup>3</sup> Un rapport sénatorial de 2023 sur les pénuries de médicaments chiffre le soutien à l'industrie pharmaceutique via le Crédit Impôt Recherche à 710 Millions d'Euros en 2020.

1936 - 2026  
**90 ANS DE CONGÉS PAYÉS**

CÉLÉBRONS ENSEMBLE  
LES CONGÉS PAYÉS CONQUIS EN 1936

EN 2026, CAP SUR  
**LES VACANCES  
POUR TOUTES  
ET TOUS**



Nous refusons qu'elles deviennent un privilège. À l'approche du centenaire des congés payés, donnons-nous une ambition collective à la hauteur de cet héritage : faire en sorte que chaque enfant, chaque famille, chaque citoyen puisse accéder à ce temps essentiel de découverte, de repos, de culture et de rencontre. Parce qu'une société qui permet à toutes et tous de partir est une société qui investit dans sa cohésion, sa démocratie et son avenir.

[Voir les signataires](#)

[Signer la tribune](#)

[Voir la tribune dans Le Monde](#)

